

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS À 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pā 3 feperua 1875.

MATAHITI 24. — N° 6.

PAIX DE L'ASSOCIATION (équipes d'assauts):

Cie... 49 Fr.
Sic... 1
Télé... 1
Total... 50 Fr.
Un membre de ces unités.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PAIX DES ANNEXIONS (en escriptif):

Les 20 premières pages... en cl. type
les 20 suivantes... en 1/2 type
les 20 dernières... en 1/4 type
Les 20 dernières pages (à moins de 1000) à la moitié du prix de la page.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté : portant organisation de la liste des émissaires pour l'année 1875 ; éventail : l'ordonnance des crédits provisoires ; rendement des fonds de l'ordre et des dépenses locales pour 1875 ; Division acceptant un corps ; Nomination. — Avis administratif. — Arrêt de la haute autorité militaire.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Nouvelles locales. — Matériel de la ville. — Migrations. — Etat civil. — Mouvement commercial. — Manœuvres du port. — Annexes.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société. Vu l'article 27 du décret du 18 août 1868 sur l'organisation du service judiciaire aux Etablissements français de l'Océanie et aux îles du Pacifique ;

Vu l'arrêté 19 de l'année 1869 concernant l'exécution des lois, décrets, etc., dans les Etablissements français de l'Océanie et les îles du Protectorat ;

Vu la liste des mutables du Tahiti et de Moorea dressée par l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, conformément à l'article 10 sus visé ;

Sar la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. La liste sur laquelle les assesseurs du tribunal supérieur, constitué en tribunal criminel, doivent être tirés au sort, est composée, pour l'année 1875, de

MM. Cardou, pharmacien ;

Charles (Victor), propriétaire ;

Descerdier (Alphonse), commisagent ;

Gillet, d^r ;Griffa, d^r ;

Lagarde, propriétaire ;

Langomazino (Wigisippe), d^r ;

Martin, commerçant ;

Robin, propriétaire ;

Valles, d^r ;

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager officiel* des Etablissements, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1875.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Lotus de Lavaud.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société. Attestons le retard qui se produit dans l'arrivée des délégations de crédits et la non réception du budget du service Colonial pour l'Exercice 1875 ;

Considérant qu'il y a nécessité d'assurer la marche régulière du service ;

Vu l'article 3 du décret financier du 26 septembre 1855 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Il est ouvert d'office à l'ordonnateur, pour le paiement des dépenses du service Colonial, Exercice 1875, des crédits provisoires montant à deux cent cinq-vingt mille francs, ainsi répartis :

Chapitre 10. Personnel..... 160,000 fr.

Chapitre 20. Matériel..... 40,000

Chapitre 21. Subvention au scripte Local.... 30,000

Total..... 230,000 fr.

Ces crédits ne serviront que jusqu'à la réception des ordonnances de délégation auxquelles ils doivent suppléer et seront, à cette époque, annulés dans les écritures du trésorier-payeur et dans celles de l'administration.

Art. 2. Les dépenses seront classées provisoirement d'après les subdivisions du budget de 1874.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et inséré partout où besoin sera.

Papeete, le 30 janvier 1875.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p.s.

La Barre.

Nos, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société. Vu les articles 33, 38 et 43 du décret financier du 26 septembre 1855 et les articles 283 et 284 du règlement du 14 juillet 1869 ; Sur le rapport de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Le budget des recettes et des dépenses locales de l'Exercice 1875 est rendu exécutoire, conformément aux termes A et B ci-joints, tel qu'il a été arrêté en Conseil d'administration dans la séance de ce jour ; savoir :

Recettes prévues 797,000 fr.
Dépenses prévues 797,020

Différence.....

Art. 2. Des crédits sont ouverts à l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, pour les dépenses de cet Exercice, jusqu'à la somme de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent vingt francs ; savoir :

Chapitre 1er. — Personnel..... 381,100 fr.
Chapitre 20. — Matériel..... 416,520
Total égal..... 797,520 fr.

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera commandé et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 31 décembre 1874.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p.s. f.f. de Directeur de l'Intérieur,

La Barre.

TABLEAU A (extrait).

Recettes du Service local pour l'Exercice 1875.

N ^o du Article.	NATURE DES RECETTES.	MONTANT en francs.
RELETTES ORDINAIRES		
1	Contributions directes.	F. C.
	Rentes à percevoir des exercices antérieurs.....	50,000
	Impôt personnel et mobilier.....	30,000
	Palanques fixes.....	110,000
Contributions indirectes.		
2	Liançons.....	38,000
	Droits et taxes divers sur les marchandises.....	18,000
	Emtis de poitiers, de coquilles, de quinze, etc.....	18,000
	Produits de l'octroi de mer.....	300,000
	Droits de chargement sur les sacs de sucre et provençales.....	15,000
	Demandes, produits de ventes d'objets consommés et location d'immobilisés.....	4,500
	Produits de la vente des articles d'appareillage de Far-e-sie.....	25,000
	Produits de l'imprimerie.....	1,500
	Produits de la vente de Marques.....	1,500
	Produits de la taxe des lettres.....	8,500
	Frais de justice et de poursuites.....	5,500
	Arrestations de simple police, émeutes, etc.....	1,500
	Droits sur la délivrance des passeports.....	2,000
	Recettes à différences libres.....	2,500
	Saleurs et autres services.....	10,210
	Saleurs métropolitaine (service Marin) en compensation de la réduction de la pension.....	30,000
	Produits de la vente de marchandises (contraventions aux règles sur l'ordre de paix).....	5,000
RECETTES D'ORDRE.		
	Frais de garde et de conservation des poêles déposés par les particuliers.....	10,000
Total des recettes.		
		297,920

Arrêté à la somme de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent vingt francs.

Papeete, le 31 décembre 1874.

L'ordonnateur p.s. f.f. de Directeur de l'Intérieur,

La Barre.

Approuvé pour être inséré à notre arrêté de ce jour.

Papeete, le 31 décembre 1874.

Le Commandant Commissaire de la République,

Ore GILBERT-PIERRE.

TABLEAU B (EXTRAIT).

Dépenses du Service local pour l'Exercice 1875.

	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS ALLOUÉS.
CHAPITRE I^e.—PERSONNEL.		
Art. 1^e.—Solde et accessoires.		
1 Gouvernement, Administration et Direction de l'Exercice.	10,200	
2 Banque Néerlandaise de la Société et Crédit des Marquises	5,105	
3 Banque de France.	5,105	
4 Encadrement.	10,430	
5 Contributions et prêts.	23,430	
6 Instruction militaire.	10,060	
7 Ecole des Spahis.	3,5	
8 Ecole Française nautique.	3,5	
9 Poids et chasseuses de Cadet.	36,580	
10 Ingénierie et rétine.	35,05	
11 Ateliers de Construction et d'entretien.	12,985	
12 Poste.	25,085	
13 Justice.	12,580	
14 Etat civil.	12,580	
15 Dépôts agents.	19,505	
Dépenses accessoires.	10,45	
	316,010	
<i>A déduire le 45 pour le produit présumé des retentions d'abattement et lessives complètes.</i>		
Total de l'article 1 ^e (comme rendu)...		
Article 2.—Hôpitaux.		
25 Officiers ou traînes comme tels, donnant pour l'année 12,775 journées, dont le 40 ^e est de 310 journées, à 1 fr. 33.	3,065	45
73 Soldats blessés, recevant la ration de menu, donnant pour l'année 10,614 journées, dont le 40 ^e est de 160 journées, à 10 fr. 43.	9,019	05
5 Lit de camp pour l'infirmerie, à 1 fr. 15.	7,40	
Frais de不起 ^{re} , 10 à 30 fr.	2,183	
Traitement des prisonniers; la moyenne des dépenses est de 40 francs, ce qui donne pour l'année 21,900 francs, dont le 40 ^e est de 312 journées, à 4 fr.	2,183	
	20,701	30
	316,701	
Total de l'article 2 (comme rendu)...		
Article 3.—Vivres.		
70 Estimatives, donnant pour l'année 25,530 journées, à 1 fr. 15, soit 38,295 francs, 600 restent, 31,915 restent, à 1 fr. 15.	38,295	
10 exercices des Réserves, recevant la ration de menu, donnant pour l'année 3,480 journées, à 10 fr. 43, soit 35,520 francs, 3,508 restent, à 1 fr. 25.	35,520	
Rations à délivrance exceptionnelle, sans ordre du service.	2,500	
60 Déjeuns dans la prison de Papeete, demandant l'année 11,903 journées; à déduire le 40 ^e pour l'infirmerie, à 10 fr. 43, soit 11,463 francs, à 1 fr. 15.	15,374	15
Frais divers relatifs à l'entretien du transport local aux Marquises.	1,000	
	51,577	83
Total de l'article 3 (comme rendu)...		
Article 4.—Dépenses des Exercices clos.		
<i>Récapitulation du chapitre 1^e.—Personnel.</i>		
Art. 1 ^e .— Solde et accessoires.	10,200	
— 2. — Hôpitaux.	30,720	
— 3. — Vivres.	31,500	
— 4. — Dépenses d'Exercices clos.	31,500	
	121,720	
<i>Total de chapitre 1^e.—Personnel.</i>		

CHAPITRE II.—MATERIEL.

Article 1^e.—Dépenses diverses.

Service postal (transport des courriers et frais de correspondance).	37,500	
Frais de perception de l'impôt.	23,600	
Médecins et infirmiers, pour les services dans les bureaux de l'Administration.	3,000	
Médecins et chirurgiens à la prison et à police, hôtels, hospices, etc.	5,000	
Éclairage et électricité diverses aux hospices.	5,000	
Matériel pour l'imprimerie.	2,000	
Frais de bureau et de dépense pour l'administration.	300	
à l'officier d'ordonnance du Commandant.	300	
— à l'officier d'ordonnance du Directeur de l'Intérieur, pour ses bureaux.	900	
— à l'Ordonnateur p. l. f. f. de l'Intérieur.	1,000	
Louages et emmoluments.	2,400	
Allottemens aux justiciables, achats de livres pour la bibliothèque de la ville.	1,500	
Souscription à la liaison pour l'œuvre des apprenants.	120	
Matériel et fournitures diverses.	12,000	
Dépenses ordinaires de l'infirmerie.	1,500	
Incluant à la famille de Papeete.	3,100	
Indemnités aux officiers et aux sous-officiers.	100	
Frais relatifs aux mesures à prendre pour arrêter les criminels, préparation du vaccin.	1,000	
Conseil des ministres.	300	
Porte et Catalogue.	1,000	
Armes.	55,120	
Autres travaux.	3,170	
	159,080	
Total de l'article 1^e (comme rendu)...		

Article 2.—Travaux et approvisionnements.

Porte et Catalogue.	159,080	
Armes.	55,120	
Autres travaux.	3,170	
	217,370	
Total de l'article 2 (comme rendu)...		

Article 3.—Fonds de dépenses diverses.

Mis à la disposition de M. le Commandant Commissaire de l'Établissement pour dos et cadenas dont il a fait la distribution.

5,000

TABLEAU B (EXTRAIT).—Suite.

N ^o des ITEMS	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS ALLOUÉS.
Art. 3.—Dépenses des Exercices clos.		
Art. 3.—Dépenses d'ordre.		
Frais de dépôt et de garde des poules des particuliers.		
<i>Récapitulation du chapitre 2. — Matériel.</i>		
Art. 1 ^e .— Travaux et approvisionnements.	10,000	
— 2. — Fonds à la disposition du Commandant.	35,140	
— 3. — Dépenses d'ordre.	5,00	
— 4. — Dépenses des Exercices clos.	minime.	
— 5. — Dépenses d'ordre.	minime.	
	TOTAL du chapitre 2. — Matériel.	116,520
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.		
Chapitre 1 ^e .— Personnel.	391,600	
— 2. — Matériel.	116,520	
	Total général des dépenses.	507,910

Arrêté à la somme de sept cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent vingt francs

Papeete, le 31 décembre 1874.

L'Ordonnateur p. l. f. f. de Directeur de l'Intérieur,

LA BARBE.

Approuvé pour être assuré à notre arrivée de ce jour.

Papeete, le 31 décembre 1874.

Le Commandant Commissaire de la République,

Ove GILBERT-PIERRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la demande de congé à nous adressée par M^r Gonip, défunct, pour les tribunaux de Papeete, basée sur des intérêts de famille.

Vu l'article 3, 27, de l'arrêté du 23 mars 1863;

Vu l'avis favorable émis par le chef du service judiciaire et sur sa proposition,

Avons réécrit et révisé :

Art. 1^e. Un congé de huit mois, à dater du 6 mars 1875, est accordé à M^r Gonip pour se rendre en Europe, où l'appellent des intérêts de famille.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où sera besoin.

Papeete, le 3 janvier 1875.

Ove GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant-Commissaire de la République :

La Caisse du service judiciaire,

LOUIS DE LAVAUD.

Par ordre de M^r le Commandant-Commissaire de la République

Tomeva le Auhava no n te Taumata no te 10 p. l. f. f. 1875, l'indigène Taha a Fasino est nommé maître à pied du district de Pare, en remplacement de Ouiu, dont la démission est acceptée.

Tomeva le Auhava no n te Taumata no te 10 p. l. f. f. 1875, l'indigène Taha a Fasino est nommé maître fenu no te mininane ra no Pare, o no moa no Tomeva le Auhava no n te Taumata no te 10 p. l. f. f. 1875.

ADMINISTRATION DE LA MARINE

Police de la navigation.

L'administration rappelle à MM. les armateurs et capitaines les dispositions ci-après de l'arrêté local du 21 janvier 1874 et de celui du 30 août 1863 :

Arrêté du 21 janvier 1874.

Article 1^e. Tout navire, pour être reçu au port de Papeete, doit être commandé par un capitaine ou un pilote français, et avoir un équipage composé par moins de François ou d'indigènes.Article 2^e. Le capitaine ou délégué capitaine ou de port de Papeete, il y aura lieu d'autoriser, par écrit, l'enlèvement d'évadés, qui enlèveront et pourront avoir versé qu'un franc au Commandant.

Arrêté du 30 août 1863.

Navir qui ne pourra produire la preuve qu'il a commandé au long cours ou au cabotage, ne sera admis à exercer le commandement des navires du Protection, si le justificatif de son aptitude devant une commission composée de M^r le Directeur de l'Assemblé, président ; un enseigne de vaisseau de la station locale, et un capitaine au long cours.

Les dispositions ci-dessus seront à l'avenir ponctuellement exécutées.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

La clôture de l'Exercice 1874 pour le service Marine est fixée au 28 février prochain.

Les personnes auxquelles il est dû des créances au compte de ce service sont invitées à se présenter avant cette date au trésor, avec leurs factures ou preuves de leur droit à ces créances.

Les mandats non payés au 28 février 1875 seront annulés et ne pourront être reconduits qu'en France.

Service des Contributions.

L'administration rappelle à MM. les commerçants et patentés de toutes corporations que les patentés doivent faire renouveler à l'expiraison de chaque année.

Elle les invite donc à se présenter au bureau des contributions, où leur sera délivrée de nouvelles formules pour l'année 1875.

